

Parlement francophone bruxellois
(Assemblée de la Commission communautaire française)



31 mars 2026

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

**RAPPORT
DE LA COUR DES COMPTES (*)**

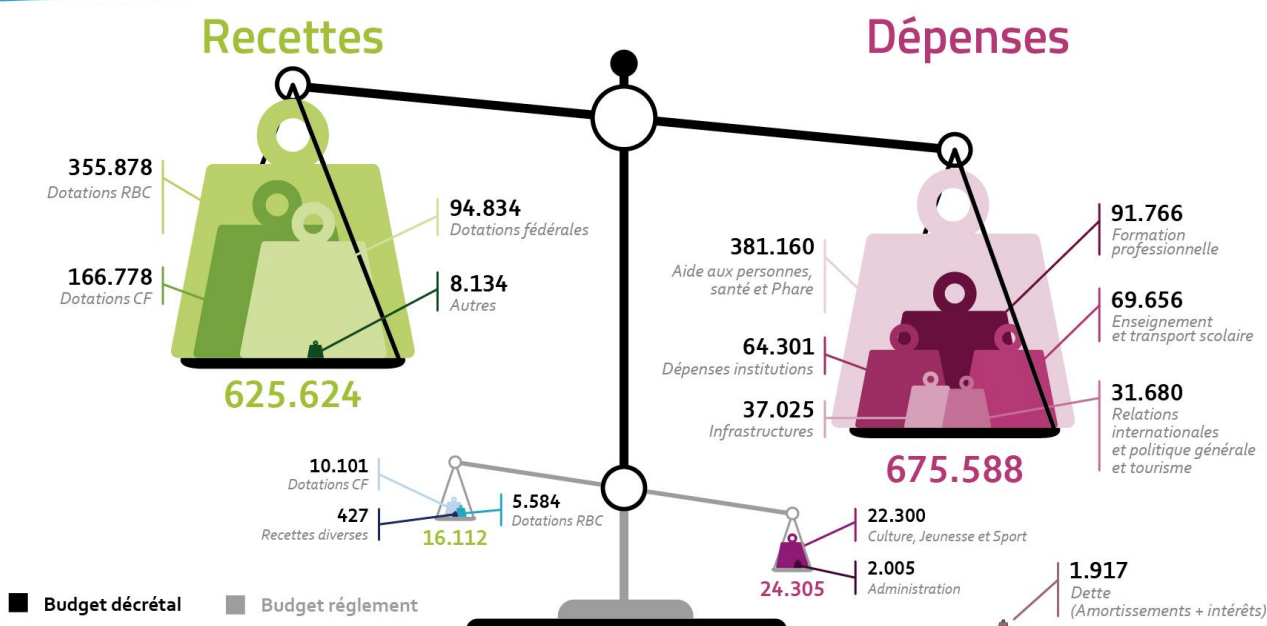
**relatif aux projets de décret et de règlement
contenant les budgets
de la Commission communautaire française
pour l'année 2026**

(*) Rapport approuvé le 31 mars 2026 par la chambre française de la Cour des comptes.

Avant-propos	4
Chapitre 1	5
Trajectoire budgétaire dans le contexte européen	5
Chapitre 2	6
Soldes budgétaire, de financement et respect des objectifs	6
2.1 Trajectoire de la Commission communautaire française	6
2.2 Solde de financement de la Commission communautaire française	7
Chapitre 3	8
Dette de la Commission communautaire française	8
Chapitre 4	10
Projet de décret	10
4.1 Budget des voies et moyens	10
4.1.1 Préambule	10
4.1.2 Aperçu général	10
4.1.3 Dotations de la Région de Bruxelles-Capitale (Missions 01 et 03)	11
4.1.4 Dotation de la Communauté française (Mission 02)	11
4.1.5 Dotation fédérale (Mission 04)	13
4.1.6 Recettes diverses (Mission 06)	14
4.2 Budget général des dépenses	14
4.2.1 Préambule	14
4.2.2 Analyse du dispositif	14
4.2.3 Aperçu général	16
4.2.4 Analyse des crédits de dépenses	17
4.2.5 Évolution de l'encours des engagements	19
Chapitre 5	20
Projet de règlement	20
5.1 Budget des voies et moyens	20
5.1.1 Aperçu général	20
5.2 Budget général des dépenses	20
5.2.1 Aperçu général	20
5.2.2 Analyse des crédits de dépenses	21
5.2.3 Évolution de l'encours des engagements	21
Chapitre 6	22
6.1 Budget de Bruxelles Formation	22
6.1.1 Présentation du budget	22
6.1.2 Recettes	22
6.1.3 Dépenses	22

Budgets de la Commission communautaire française pour l'exercice 2026

en milliers d'euros



Budget décentral	625.624
Dotations RBC	355.878
Droits de tirage, financement enseignement et missions ex-provinces hors culture	352.378
Actiris	3.500
Dotations CF	166.778
Dotations fédérale	94.834
Autres	8.134
Recettes diverses	7.634
Intérêts financiers	500
Total recettes	641.736

Budget réglementaire	16.112
Dotations RBC	5.584
Dotations CF	10.101
Recettes diverses	427

Budget décentral	677.505
Dépenses institutions	64.301
Cabinets	1.359
Parlement francophone bruxellois	4.500
Administration	58.442
Aide aux personnes, Santé et Phare	381.160
Aide aux personnes	113.898
Santé	56.992
Phare	210.270
Enseignement et transport scolaire	69.656
Enseignement et transport scolaire	51.664
Transport scolaire	17.992
Formation professionnelle	91.766
Relations internationales et Politique générale et Tourisme	31.680
Relations internationales et politique générale	30.815
Tourisme	865
Infrastructures	37.025
Dette (amortissements + intérêts)	1.917
Budget réglementaire	24.305
Administration	2.005
Culture, Jeunesse et Sport	22.300

Total dépenses 701.810

Chiffres clés (estimation)

Solde budgétaire brut

-60.074

Amortissements de la dette

1.608

Sous-utilisation de crédits

35.758



-22.708

Solde de financement 2026



203.700

Dette brute consolidée fin 2026

Avant-propos

En application de l'article 29, dernier alinéa, du décret du 24 avril 2014¹, la Cour des comptes transmet à l'Assemblée de la Commission communautaire française² les commentaires et observations qu'appelle l'examen des projets de décrets et de règlements contenant les budgets de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2026.

Le budget décrétral contient les dépenses et les recettes liées aux matières transférées de la Communauté française et celles reprises de la province de Brabant, hors missions culturelles³, consécutivement à sa scission.

Le budget réglementaire contient les dépenses et les recettes relatives aux compétences de la Commission communautaire française en tant que pouvoir subordonné à la Communauté française.

Le rapport de la Cour des comptes se base sur les projets de décrets et de règlements, ainsi que sur l'exposé général, qui lui ont été transmis le 20 mars 2026.

¹ Décret du 24 avril 2014 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes publics qui en dépendent (ci-après dénommé « décret du 24 avril 2014 »).

² Ci-après dénommée « Assemblée ».

³ Ces dépenses sont intégrées au budget réglementaire.

Chapitre 1

Trajectoire budgétaire dans le contexte européen

Conformément au dispositif de la nouvelle gouvernance budgétaire européenne, les pouvoirs publics belges doivent respecter une norme de croissance de leurs dépenses primaires nettes⁴ au cours des prochaines années.

Cette norme de croissance, contenue dans le plan budgétaire et structurel national à moyen terme (*medium-term fiscal structural plan* ou MTFSP) déposé le 18 mars 2025 par la Belgique, a été approuvée par les autorités européennes le 20 juin suivant. Sur cette base, les dépenses primaires nettes des autorités belges ne peuvent pas croître de plus de 2,5 % par an en moyenne⁵.

Le Conseil supérieur des finances, dans un avis daté du 18 avril 2025, a proposé une répartition de cet effort pluriannuel entre les différents pouvoirs publics belges. Pour la Commission communautaire française, l'évolution nominale proposée est une augmentation moyenne annuelle des dépenses primaires nettes de 2,97 % pour la période 2025-2031. Pour l'année 2026, le Conseil supérieur des finances recommande une augmentation de 2,88 % de ces dépenses.

La Cour des comptes observe que l'exposé général reprend une projection pluriannuelle du solde de financement et des dépenses en infrastructures pour les années 2025 à 2029. En revanche, il ne donne aucune indication sur l'évolution des dépenses primaires nettes, telles que définies par les autorités européennes, pour cette période. La Cour recommande d'intégrer à l'avenir cette évolution dans les documents budgétaires.

⁴ À savoir, sous réserve de quelques exceptions, les dépenses de l'entité en dehors des charges d'intérêt et amortissements de la dette, des dépenses exceptionnelles et non récurrentes (*one off*) ainsi que des dépenses couvertes par un financement européen.

⁵ Une déviation temporaire a été autorisée le 8 juillet 2025 pour neutraliser jusqu'en 2029 une partie de la hausse des dépenses militaires.

Chapitre 2

Soldes budgétaire, de financement et respect des objectifs

2.1 Trajectoire de la Commission communautaire française

L'objectif du collège, présenté dans l'exposé général, est d'atteindre l'équilibre budgétaire, en termes SEC (système européen des comptes), à l'horizon 2029.

Le point de départ de la projection est fixé à l'exercice budgétaire 2025 pour lequel l'exposé général mentionne un solde de financement à l'équilibre. La Cour des comptes rappelle qu'au cours de cet exercice budgétaire, la Commission communautaire française a eu recours aux crédits provisoires. Les projets de décrets et règlements y relatifs étaient dépourvus d'exposé général, de sorte que le collège n'avait établi aucune projection du solde de financement de la Commission communautaire française.

Par ailleurs, les derniers comptes transmis concernent l'exercice 2024⁶. En conséquence, la Cour des comptes n'est pas en mesure de se prononcer sur la fiabilité du point de départ fixé pour l'année budgétaire 2025.

L'exposé général reprend également une trajectoire pour les dépenses en infrastructures.

Tableau 1 – Trajectoire de la Commission communautaire française pour la période 2025-2029 (en milliers d'euros)

	2025	2026	2027	2028	2029
Solde de financement	0	-22.708	-15.000	-7.500	0
Dépenses en infrastructures					
Crédits d'engagement	30.668	28.523	23.571	19.621	19.621
Crédits de liquidation	35.606	37.055	27.759	25.027	23.577

Source : Exposé général

La Cour des comptes constate que l'exposé général ne précise pas les mesures, tant en recettes qu'en dépenses, qui seront mises en œuvre pour atteindre l'équilibre en 2029. Or, l'article 21 du décret du 24 avril 2014 prévoit que l'exposé général du premier projet de décret contenant le budget, déposé après la prestation de serment des membres du collège à la suite d'élections législatives, doit contenir les paramètres et la stratégie pour atteindre les objectifs budgétaires de la législature.

De plus, cet exposé général doit également contenir des notes d'orientation qui établissent le lien entre les objectifs budgétaires et les axes fondamentaux de la politique gouvernementale. La Cour des comptes constate que ces notes d'orientation ne figurent pas dans l'exposé général. La note de politique générale incluse dans ce document est davantage axée sur les dépenses de l'année 2026.

L'exposé général précise que les dépenses d'investissements seront influencées par les dépenses (engagements et liquidations) dans les infrastructures scolaires au cours de l'année 2026 et, qu'à partir de 2027, celles-ci diminueront sensiblement. En revanche, les liquidations relatives aux infrastructures pour personnes handicapées et la petite enfance augmenteront au rythme de l'avancement des travaux.

⁶ Ces comptes ont été transmis officiellement à la Cour des comptes par l'administration, sans l'approbation du collège, en date du 23 février 2026.

La Cour des comptes rappelle que l'article 21 précité impose que cette projection des investissements soit accompagnée d'une note de synthèse précisant notamment les effets sociaux et environnementaux de ces investissements, lesquels ne sont pas repris dans l'exposé général.

2.2 Solde de financement de la Commission communautaire française

Les projets de budget pour l'année 2026 dégagent un solde de financement, en termes SEC, de la Commission communautaire française, de -22,7 millions d'euros, soit une dégradation du même montant par rapport au solde de financement fixé à l'équilibre au dernier budget voté par l'Assemblée (budget ajusté de l'année 2024).

En l'absence de budget des voies et moyens et d'estimation des recettes pour l'exercice 2025, la Cour des comptes n'est pas en mesure d'évaluer le solde de financement pour cet exercice, ni de le comparer avec d'autres exercices.

Tableau 2 – Soldes de financement de la Commission communautaire française (en milliers d'euros)

	Projet de budget 2026 (1)	Budget ajusté 2024 (2)	Variation (1)-(2)
Budget décréteil			
Recettes (1)	625.624	625.172	452
Dépenses (liquidations) (2)	-677.505	-659.192	-18.313
Budget réglementaire			
Recettes (3)	16.112	15.853	259
Dépenses (liquidations) (4)	-24.305	-23.583	-722
Solde budgétaire brut (5)=(1)+(2)+(3)+(4)	-60.074	-41.750	-18.324
Solde budgétaire brut des institutions consolidées (IC) (6)	0	0	0
Solde budgétaire brut consolidé (7)=(5)+(6)	-60.074	-41.750	-18.324
Amortissements de la dette (8)	1.608	1.442	166
Solde net à financer (9)=(7)+(8)	-58.466	-40.308	-18.158
Corrections SEC (10)	0	0	0
Solde de financement SEC (11) = (9)+(10)	-58.466	-40.308	-18.158
Sous-utilisation de crédits (12)	35.758	25.344	10.414
Immunisation de certaines dépenses d'infrastructure (13) ⁷	0	14.964	-14.964
Solde de financement SEC corrigé des sous-utilisations (14) = (11)+(12)+(13)	-22.708	0	-22.708

Source : Tableau établi par la Cour des comptes

La Cour des comptes constate que le solde de financement s'améliore par rapport au solde net à financer, à la faveur d'une prévision de sous-utilisation des crédits de dépenses à hauteur de 35,8 millions d'euros, soit 5,10 % des dépenses inscrites aux projets de budget. L'exposé général indique que ce pourcentage a été établi selon la moyenne effectivement constatée dans le cadre de la préfiguration des derniers exercices.

D'après les données des comptes 2022 à 2024⁸, la Cour des comptes observe que le taux retenu par le collège est réaliste. En effet, le taux de sous-utilisation s'élève à 6,34 % sur la moyenne de ces trois exercices. À titre comparatif, le pourcentage de sous-utilisation, retenu par le collège au budget ajusté de l'année 2024, était de 3,71 %.

⁷ Le collège n'a pas tenu compte – dans le calcul du solde de financement pour l'année 2024 – des dépenses d'investissements en infrastructures pour faire face à l'essor démographique en région bruxelloise, en estimant pouvoir recourir à la clause de flexibilité pour investissement.

⁸ Le compte général du SPFB pour l'exercice 2025 doit être établi et transmis à la Cour des comptes au plus tard le 30 avril 2026 (article 68 du décret du 24 avril 2014).

Chapitre 3

Dette de la Commission communautaire française

Au 31 décembre 2025, l'endettement total de la Commission communautaire française, tel qu'estimé par le collège dans l'exposé général, s'élève à 182,7 millions d'euros.

Sur la base des documents budgétaires sous examen et des données obtenues dans le cadre de l'examen des comptes généraux du Service public francophone bruxellois (SPFB), la Cour des comptes observe que l'endettement global devrait atteindre 203,7 millions d'euros au 31 décembre 2026, soit une augmentation de 21,0 millions d'euros par rapport à fin 2025.

Tableau 3 – Évolution de la dette de la Commission communautaire française (en milliers d'euros)

	Estimations 2026	Exposé général 2025	Différence
Annuités dues pour l'immeuble rue des Palais	0	1.608	-1.608
Bail emphytéotique pour l'immeuble à Paris	287	332	-45
Financement du centre sportif de la Woluwe	395	496	-101
Emprunts « de soudure »	180.310 ⁹	180.310	0
Solde net à financer ¹⁰	22.708	Non disponible	22.708
Total	203.700	182.746	20.954

Source : Exposé général et Cour des comptes

Pour rappel, l'Institut des comptes nationaux regroupe au sein de la dette directe de la Commission communautaire française l'ensemble des éléments repris dans le tableau ci-dessus, en ce compris les emprunts « de soudure » de la SPABS¹¹ bruxelloise.

Ces emprunts découlent d'un mécanisme de financement de la Communauté française, consécutif au transfert, en 1993, d'une partie de ses bâtiments scolaires aux six SPABS, dont celle de Bruxelles, pour près d'un milliard d'euros. En contrepartie, les SPABS ont emprunté ce montant (appelé emprunts « de soudure ») pour le reverser à la Communauté française. Ces emprunts sont gérés par les SPABS qui peuvent refinancer un emprunt arrivé à échéance ou rembourser anticipativement certains emprunts si elles disposent d'une trésorerie suffisante. Les emprunts de la SPABS bruxelloise bénéficient de la garantie de la Commission communautaire française qui sont enregistrés dans la rubrique « engagement hors bilan » dans les comptes annuels du SPFB. Les intérêts des emprunts « de soudure » sont pris en charge par les SPABS au moyen des loyers versés par la Communauté française.

La dernière annuité relative à l'emprunt contracté pour l'achat du bâtiment sis rue des Palais (1,6 million d'euros) sera liquidée en 2026.

La Cour des comptes constate que l'exposé général ne précise pas les mesures envisagées par le collège pour financer le solde net à financer de 22,7 millions d'euros¹². Toutefois, l'exposé général mentionne que la ligne de crédit de 20 millions d'euros mise à disposition par le caissier du SPFB sera utilisée pour la première fois en 2026 et qu'un programme d'émission de billets de trésorerie

⁹ Dans l'hypothèse où aucun remboursement anticipé d'emprunts n'est réalisé en 2026.

¹⁰ Compte tenu de la sous-utilisation des crédits de 35,8 millions d'euros retenue par le collège pour 2026.

¹¹ Sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires, en abrégé SPABS.

¹² Ibidem.

sera lancé, courant 2026, pour un montant maximum de 20 millions d'euros. De plus, l'exposé général indique qu'une convention entre la Commission communautaire française et la SPABS bruxelloise¹³ permet des avances de trésorerie en faveur du SPFB pour un maximum de 20 millions d'euros.

¹³ Convention d'avance de trésorerie entre la Commission communautaire française et la Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois du 5 février 2026. Celle-ci prend fin au 31 décembre 2026.

Chapitre 4

Projet de décret

4.1 Budget des voies et moyens

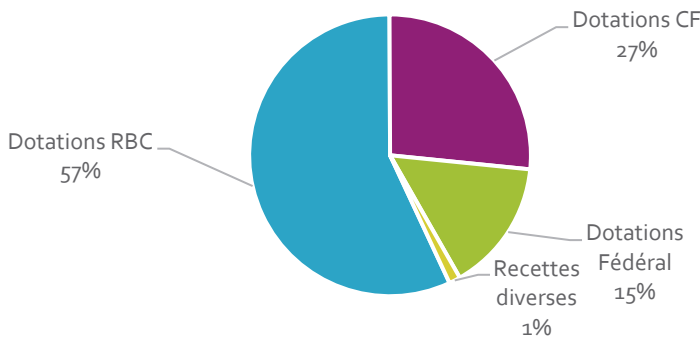
4.1.1 Préambule

En l’absence de vote d’un budget des voies et moyens pour l’exercice 2025, les recettes 2025 présentées par le collège dans les documents budgétaires sont utilisées comme point de comparaison. Elles ont été établies par le SPF B en marge des crédits provisoires en 2025, et adaptées, le cas échéant, d’après les modalités de calculs de certaines recettes.

4.1.2 Aperçu général

Les prévisions de recettes s’établissent à 625,6 millions d’euros, soit une augmentation de 3,2 millions d’euros (0,5 %) par rapport à 2025.

Figure 1 – Parts relatives des recettes figurant dans le projet de décret



Sources : projet de décret contenant le budget des voies et moyens

Tableau 4 – Recettes totales (en milliers d’euros)

BVM - Décret	Projet de budget 2026 (1)	Crédits provisoires 2025 (2)	Variation (1)-(2)	Variation relative
Mission 01 Dotation Région Bruxelles-Capitale	352.378	352.947	-569	-0,2%
Mission 02 Dotation de la Communauté française	166.778	163.916	2.862	1,7%
Mission 03 Dotation Actiris	3.500	3.650	-150	-4,1%
Mission 04 Dotation fédérale	94.834	93.283	1.551	1,7%
Mission 05 Vente de biens	0	0	0	
Mission 06 Recettes diverses	7.634	7.634	0	0,0%
Mission 07 Loyers	0	0	0	
Mission 08 Intérêts financiers	500	1.000	-500	-50,0%
Mission 09 Remboursement de dotation	0	0	0	
Total	625.624	622.430	3.194	0,5%

Sources : tableau établi par la Cour des comptes

4.1.3 Dotations de la Région de Bruxelles-Capitale (Missions 01 et 03)

Les transferts en provenance de la Région de Bruxelles-Capitale (Mission 01) pour l'année 2026 comprennent les dotations institutionnelles¹⁴ (352,3 millions d'euros), en diminution de 0,6 million d'euros par rapport à 2025, et un subside pour vente de certificats verts (0,1 million d'euros).

La variation par rapport à 2025 résulte, dans un premier temps, de la révision, par la Région Bruxelles-Capitale, des deux coefficients d'indexation. Le premier coefficient intègre l'évolution moyenne des barèmes de la fonction publique régionale depuis 1992, ajusté en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. En 2026, celui-ci est fixé à 2,3553 (au lieu de 2,3091 pour 2025). Le second est un coefficient d'adaptation portant exclusivement sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation. En 2026, il est fixé à 1,7069 (au lieu de 1,7262 en 2025).

La variation résulte également de la non-reconduction de dotations de 3,5 millions d'euros, inscrite pour la première fois au budget 2022, dans le cadre du financement de politiques nouvelles et de 0,8 million d'euros qui représentait une indexation exceptionnelle de l'accord non-marchand de 2018.

La Cour des comptes constate que les crédits inscrits au budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 2026 (357,1 millions d'euros) diffèrent des prévisions inscrites par le collège, dans les projets de décret et de règlement contenant les budgets généraux des dépenses, celles-ci étant surestimées à hauteur de 0,9 million d'euros.

Par ailleurs, la Cour des comptes constate que la dotation spéciale destinée au financement de l'enseignement pour l'année 2026 (45,8 millions d'euros), est toujours calculée, par la Région de Bruxelles-Capitale, d'après une clé de répartition 69,72 %/30,28 %, résultant d'un recalcul du comptage des élèves effectué pour l'année 2010 entre les commissions communautaires française et flamande. Cette clé n'a plus été adaptée depuis alors qu'elle devrait pourtant être actualisée par la Région de Bruxelles-Capitale au 31 décembre de chaque année, selon les dispositions de l'article 83ter, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

À cela s'ajoutent des moyens en provenance d'Actiris (Mission 03) dédiés au remboursement des aides à l'emploi versées aux opérateurs (3,5 millions d'euros). Ce montant concorde avec l'avenant à la convention signée entre Actiris et la Commission communautaire française pour le premier quadrimestre 2026¹⁵.

4.1.4 Dotation de la Communauté française (Mission 02)

Les recettes en provenance de la Communauté française sont estimées pour l'année 2026 à 166,8 millions d'euros (+2,9 millions d'euros). Cette augmentation résulte principalement de celles de la dotation spéciale de la Communauté française (+0,4 million d'euros, en ce compris le solde du décompte de l'année précédente) et des recettes liées à l'enseignement (+4,4 millions d'euros), partiellement compensée par la baisse des transferts relatifs à la Sainte-Émilie (-2,2 millions d'euros).

Financement de l'enseignement (Programme 102)

Les prévisions de recettes liées à l'enseignement passent de 9,0 millions d'euros en 2025 à 13,4 millions d'euros au projet de budget 2026. Cette augmentation s'explique par l'intégration de subventions complémentaires de la Communauté française, notamment pour le financement de la construction d'une nouvelle école dont les travaux sont en cours, ainsi que des travaux de rénovation énergétique d'un bâtiment du campus CERIA (bâtiment 10).

¹⁴ Établies en vertu de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

¹⁵ Cet avenant prévoit effectivement un montant 1.167 milliers d'euros affecté par Actiris en engagement et liquidation afin de couvrir les liquidations attendues pour 2026 et 2027 en lien avec des engagements du 1^{er} janvier 2026 au 30 avril 2026.

Dotations spéciales (Programmes 201, 202 et 204)

Les dotations spéciales allouées à la Commission communautaire française, conformément aux dispositions de l'article 7 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, sont estimées à un total de 129,8 millions d'euros¹⁶ pour l'exercice 2026. La Cour des comptes constate que ce montant est supérieur de 1,3 million d'euros au montant repris au budget général des dépenses de la Communauté française. Cet écart s'explique principalement par l'utilisation, par le collège, de paramètres différents pour établir ses prévisions, notamment le taux d'inflation définitif pour 2025 et une estimation ajustée du taux d'inflation pour 2026.

Tableau 5 – Dotations spéciales de la Communauté française (en milliers d'euros)

Dotations spéciales CF (Décrets II et III du 22 juillet 1993)	Budget de la Commission communautaire française	Budget de la Communauté française	Différence
Montants	129.799	128.540	1.259
Paramètres			
Inflation 2025	2,47%	2,40%	
Inflation 2026	1,90%	1,40%	
Coefficient d'adaptation 2025	1,05638	1,05666	
Coefficient d'adaptation 2026	1,05564	1,05564	
Indice barémique fonction publique bruxelloise	1,02	1,02	

Sources : Tableau établi par la Cour des comptes, Communauté française

L'augmentation (+1,1 million d'euros) par rapport à 2025 résulte de l'indice barémique estimé pour la fonction publique bruxelloise et de l'augmentation de l'inflation pour 2026.

Par ailleurs, les dotations octroyées à la Région wallonne et à la Commission communautaire française dans le cadre des décrets II et III de juillet 1993 sont calculées, notamment, d'après un coefficient d'adaptation compris entre 1 et 1,5¹⁷, lequel est fixé annuellement d'un commun accord entre les gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française. À défaut, il est égal à celui de l'année précédente. Pour 2026, le coefficient prévu est de 1,05564.

Enfin, le décompte de cette dotation pour l'année 2025 devrait se solder par un remboursement de 0,7 million d'euros en faveur de la Communauté française, à charge du budget général des dépenses (mission 21 *Administration*). La Cour des comptes constate que les crédits prévus par le collège pour ce remboursement s'élèvent à 0,5 million d'euros, soit une sous-estimation desdits crédits à hauteur de 0,2 million d'euros.

Transferts Sainte-Émilie (programme 205)

La dotation additionnelle de la Communauté française, ou transferts Sainte-Émilie¹⁸, est inscrite au projet de budget des voies et moyens 2026 pour un montant de 22,8 millions d'euros, en diminution de 2,2 millions d'euros par rapport à 2025. Cette diminution s'explique par une réduction linéaire annuelle de 10 % des montants calculés en application de l'article 7, §3, 3°, 4° et 5° du décret du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française. Les éléments de calcul figurent dans l'exposé général.

¹⁶ En ce compris la dotation liée à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré (2.587 milliers d'euros).

¹⁷ Plus précisément, ce coefficient s'applique aux montants dont ont été diminuées les dotations à partir de l'année 2000, soit respectivement, 2,4 milliards de francs et 800 millions de francs (article 77, § 6bis, des décrets II et III susvisés).

¹⁸ Article 7, § 3, 1° à 8°, du décret du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Cocof.

La Cour des comptes constate que les crédits inscrits à ce titre au budget général de la Communauté française s'élèvent à 22,4 millions d'euros.

Tableau 6 – Transfert Sainte-Émilie (en milliers d'euros)

Dotation additionnelle Communauté française (décret 3 avril 2014)	Moyens inscrits au budget 2026 de la Commission communautaire française	Moyens calculés par la Communauté française pour le budget 2026
Article 7, § 3, 1°	4.066	4.066
2°	851	851
3°	42.306	42.306
4°	42.142	42.142
Correction Cocom	-66.268	-66.268
5°	301	-96
7° et 8°	-175	-175
Article 7, § 3, 2e alinéa	-397	-397
Total	22.826	22.429

Sources : Tableau établi par la Cour des comptes, Communauté française

L'écart (0,4 million d'euros) résulte du fait que le collège a évalué la dotation Hôpitaux, prévue à l'article 7, § 3, 5° du décret du 3 avril 2014, à un montant brut (droit constaté) de 0,3 million d'euros, alors que la Communauté française inscrit un montant net de -0,1 million d'euros, tenant compte de l'intervention de la Commission communautaire française dans les charges du passé des infrastructures hospitalières (0,4 million d'euros).

En contrepartie, le collège devrait inscrire les crédits équivalents en dépenses pour supporter ces charges, lesquels impacteraient à due concurrence le solde budgétaire et le solde de financement.

Dotation non marchand (programme 104) et dotation complémentaire (programme 206)

Le dernier budget approuvé reprenant ces dotations, respectivement de 0,9 et 0,4 million d'euros, est le budget des voies et moyens 2024.

Bien que ces dotations n'aient plus été versées depuis 2020, la Cour des comptes observe que le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'exercice 2026 prévoit un crédit de 0,9 million d'euros pour la dotation non-marchand.

Dotation Relations internationales (programme 203)

Les prévisions de la dotation de la Communauté française dédiée au transfert de compétences relatives aux relations internationales s'élèvent à 0,3 million d'euros. Cette dotation, établie en vertu du décret du 9 mai 2008¹⁹, est reversée à Wallonie-Bruxelles International²⁰.

4.1.5 Dotation fédérale (Mission 04)

Le montant total des prévisions des recettes en provenance de l'État fédéral s'élève à 94,8 millions d'euros. Elles comprennent, d'une part, la dotation spéciale du fédéral (93,6 millions d'euros), relative au transfert de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques et, d'autre part, des recettes en provenance de la Loterie nationale (1,2 million d'euros).

¹⁹ Décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles.

²⁰ Ce montant est inscrit au programme 9 de la mission 30 du budget général des dépenses.

La dotation spéciale progresse de 1,6 million d'euros par rapport à 2025, en fonction des paramètres du budget économique de septembre 2025, à savoir une prévision du taux d'inflation de 1,9 % et une prévision de croissance du PIB de 1,1 % pour 2026.

Tableau 7 – Dotation État fédéral (en milliers d'euros)

Dotation État fédéral	Projet de budget 2026	Crédits provisoires 2025	Variation
Moyens pour l'année en cours	94.094	92.115	1.979
Solde de décompte année précédente	-486	-58	-428
Total	93.608	92.057	1.551

Sources : Tableau établi par la Cour des comptes

4.1.6 Recettes diverses (Mission 06)

Les prévisions, fixées à 7,6 millions d'euros, sont identiques à 2025. Il s'agit essentiellement du remboursement de subventions et de traitements indus (6,6 millions d'euros).

4.2 Budget général des dépenses

4.2.1 Préambule

Contrairement aux données présentées par le collège dans le budget général des dépenses, les tableaux et les commentaires présentés dans ce chapitre tiennent compte des reventilations effectuées en 2025.

4.2.2 Analyse du dispositif

Comptables extraordinaires

Le principe général d'octroi des avances de fonds aux comptables extraordinaires repose sur les dispositions de l'arrêté du 17 décembre 2015 du collège de la Commission communautaire française portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités générale et budgétaire des services du Collège de la Commission communautaire française et des services administratifs à comptabilité autonome de la Commission communautaire française²¹.

L'article 3 du projet de décret prévoit une dérogation générale, de sorte que les avances de fonds qui peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, sont portées de 8.500 euros à 248.000 euros.

Des dérogations pour des montants plus élevés (850, 600 et 414 milliers d'euros) sont également prévues pour une liste déterminée de services. Enfin, une autre dérogation est fixée à 120 milliers d'euros pour deux services.

D'après les données de l'exécution des budgets 2025 à disposition de la Cour des comptes, une dérogation au-delà de la dérogation générale de 248 milliers d'euros ne semble nécessaire que pour six services²². De plus, une dérogation limitée à 120 milliers d'euros reste suffisante pour une grande partie des autres services.

²¹ Art. 35, § 1^{er}. Le comptable extraordinaire des services du collège exécute, sur la base d'une avance qui lui est faite par le comptable centralisateur des dépenses, le paiement en espèces ou par portefeuille électronique de dépenses d'un montant qui n'excède pas, sauf dérogation accordée par le membre du collège chargé du Budget, 2.500 euros TVA comprise, et qui sont des menues dépenses de fonctionnement et patrimoniales. Les avances qu'il perçoit ne peuvent dépasser 8.500 euros par allocation.

²² L'institut Gryson pour la dérogation de 850 milliers d'euros et les instituts Herlin, Lambion et Redouté-Peiffer, le service d'appui aux écoles et le service affaires générales au CERIA pour la dérogation de 600 milliers d'euros.

La Cour des comptes relève également que la dérogation accordée au centre sportif d'Anderlecht, autorisant le comptable à payer les dettes n'excédant pas 30 milliers d'euros hors TVA au moyen d'avances de fonds, porte sur une allocation de base qui ne figure pas dans les tableaux budgétaires.

Spécialité budgétaire

L'article 29 du décret du 24 avril 2014 dispose que de nouvelles ventilations peuvent s'effectuer dans les limites des crédits d'engagement et de liquidation de chaque programme du budget général des dépenses.

L'article 4 du projet de décret introduit une dérogation à ce principe général, applicable lorsque de nouvelles ventilations de crédits - dans les limites des crédits d'engagement ou de liquidation du programme concerné - sont devenues impossibles faute de crédits disponibles. Dans ce cas, le collège est autorisé à reventiler des crédits de dépenses vers les autres programmes d'une mission et, si cela est nécessaire, entre plusieurs missions.

La Cour des comptes observe que cette disposition vide le principe de spécialité budgétaire de sa substance. Si elle est adoptée par l'Assemblée, les seules contraintes imposées au collège seront de respecter les totaux généraux des dépenses, pour lesquels les tableaux budgétaires deviendront indicatifs. En d'autres termes, les autorisations de dépenses accordées par l'Assemblée deviendraient générales et non plus spécifiques à une politique précise.

Inventaire comptable

L'article 34 du décret du 24 avril 2014 impose que chaque unité comptable dresse, dans la même forme que le plan comptable, un inventaire annuel des éléments actifs et passifs de son patrimoine.

L'article 8 du projet de décret introduit une dérogation à cette disposition en limitant au seul site de la rue des Palais du SPFB l'obligation de la tenue d'un tel inventaire.

La Cour des comptes rappelle que la tenue d'un inventaire comptable est une disposition fondamentale de la nouvelle comptabilité publique instaurée par la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes (article 7) à laquelle ne peuvent déroger les entités fédérées.

De plus, l'absence d'inventaire comptable ne permet pas d'établir des comptes annuels conformes aux règles usuelles de la comptabilité en partie double (en contravention avec l'article 6 de la loi du 16 mai 2003 susvisée).

Modalités de consolidation

L'article 2, 14° du décret du 24 avril 2014 dispose que l'Entité francophone bruxelloise²³ comprend les services du collège (SPFB), les services administratifs à comptabilité autonome et les organismes administratifs publics. Au 1^{er} janvier 2026, cette entité comprend le SPFB et Bruxelles Formation auxquels les modalités de consolidation adoptées par le collège en date du 7 décembre 2023 (arrêté 2023/745) s'appliquent. En conséquence, le compte général consolidé qui doit être établi conformément à l'article 69 du décret précité, en vue de la certification par la Cour des comptes, doit intégrer les opérations du SPFB et de Bruxelles Formation.

L'article 12 du projet de décret introduit une dérogation à ces modalités en excluant les comptes de Bruxelles Formation de la consolidation. La Cour des comptes rappelle que depuis l'entrée en vigueur du décret du 24 avril 2014, le collège n'a pas été en mesure d'établir un compte général consolidé. Dans le cadre de sa mission de certification, la Cour a récemment émis une abstention

²³ Ci-après dénommée « entité ».

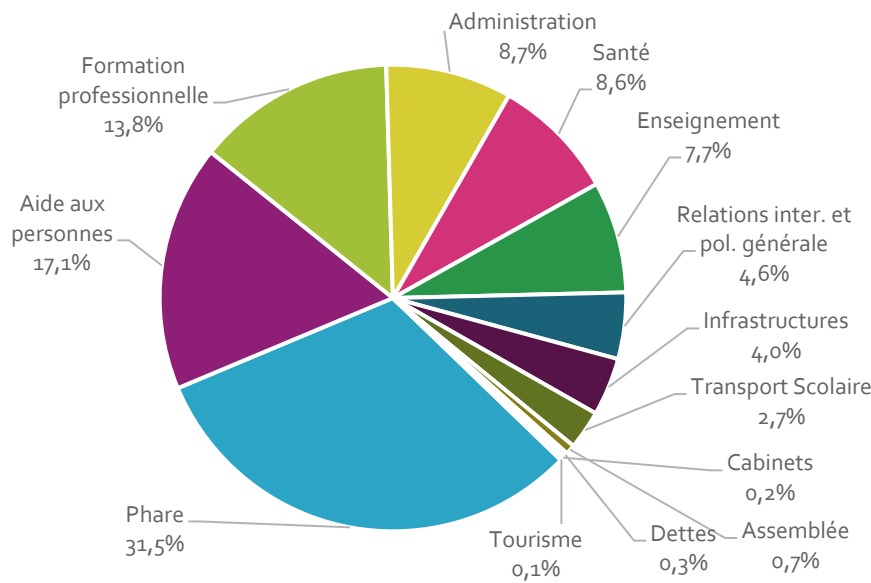
sur le compte général consolidé de l'entité pour l'exercice 2023²⁴, en raison, principalement, de l'absence de consolidation des opérations de l'organisme.

Cette dérogation a pour conséquence que le collège n'établira pas de compte général consolidé, présentant une situation patrimoniale, financière et budgétaire globale de l'Entité francophone bruxelloise, avant l'exercice 2027 au plus tôt.

4.2.3 Aperçu général

Les crédits d'engagement prévus au projet de budget 2026 s'élèvent à 667,6 millions d'euros et les crédits de liquidation à 677,5 millions d'euros. Par rapport aux crédits provisoires 2025, ils augmentent respectivement de 19,6 millions d'euros (+3,0 %) et de 21,6 millions d'euros (+3,3 %).

Figure 2 – Parts relatives des dépenses figurant dans le projet de décret



Source : Projet de décret contenant le budget général des dépenses

Tableau 8 – Crédits de dépenses (en milliers d'euros)

Crédit	Projet de budget 2026 (1)	Crédits provisoires 2025 (2)	Variation (1)-(2)	Variation relative
Crédits d'engagement (CE)	667.610	647.963	19.647	3,0%
Crédits de liquidation (CL)	677.505	655.932	21.573	3,3%

Source : tableau établi par la Cour des comptes

²⁴ L'établissement des comptes par le collège souffrant d'un important retard, le compte général 2023 est le dernier compte certifié par la Cour des comptes.

4.2.4 Analyse des crédits de dépenses

Tableau 9 – Évolution des crédits par mission (en milliers d'euros)

BGD - Décret		Projet de budget 2026 (1)		Crédits provisoires 2025 (2)		Variation (1)-(2)		Variation relative	
Mission	Intitulé	CE	CL	CE	CL	CE	CL	CE	CL
01 à 05 +07	Cabinets	1.359	1.359	1.371	1.371	-12	-12	-0,9%	-0,9%
06	Assemblée	4.500	4.500	0	0	4.500	4.500	-	-
21	Administration	58.392	58.442	60.899	60.734	-2.507	-2.292	-4,1%	-3,8%
22	Aide aux personnes	113.944	113.898	111.264	111.988	2.680	1.910	2,4%	1,7%
23	Santé	57.378	56.992	56.467	58.394	911	-1.402	1,6%	-2,4%
24	Tourisme	865	865	865	865	0	0	0,0%	0,0%
25	Transport scolaire	17.992	17.992	17.907	17.907	85	85	0,5%	0,5%
26	Formation professionnelle	92.030	91.766	93.050	92.925	-1.020	-1.159	-1,1%	-1,2%
27	Dettes	1.917	1.917	1.878	1.878	39	39	2,1%	2,1%
28	Infrastructures sportives privées	268	268	268	268	0	0	0,0%	0,0%
29	Enseignement	51.664	51.664	53.833	52.593	-2.169	-929	-4,0%	-1,8%
30	Relations internationales	30.718	30.815	17.264	17.241	13.454	13.574	77,9%	78,7%
31	Infrastructures	26.536	36.757	30.228	35.666	-3.692	1.091	-12,2%	3,1%
32	Phare	210.047	210.270	202.669	204.102	7.378	6.168	3,6%	3,0%
Total		667.610	677.505	647.963	655.932	19.647	21.573	3,0%	3,3%

Source : tableau établi par la Cour des comptes

4.2.4.1 Aide aux personnes (Mission 22)

Les crédits de cette mission augmentent de 2,7 millions d'euros (+2,4 %) en engagement et de 1,9 million d'euros (+1,7 %) en liquidation.

Au programme 001 *action sociale*, les augmentations de crédits d'engagement (+2,1 millions d'euros) et de liquidation (+1,5 million d'euros) interviennent, selon le collège, afin de garantir la qualité du travail social de première ligne et de renforcer l'accompagnement social dans les quartiers les plus fragilisés de la capitale.

Au programme 002 *cohabitation des communautés locales*, les augmentations de crédits d'engagement (+ 1,0 million d'euros) et de liquidation (+0,5 million d'euros) s'expliquent par le financement de la mise en œuvre effective de la réforme du décret cohésion sociale, l'agrément quinquennal de 225 associations conformément aux décrets du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale et le maintien d'un soutien financier aux trois centres régionaux de référence²⁵.

Au programme 004 *famille*, les diminutions de crédits d'engagement (-0,5 million d'euros) et de liquidation (-0,2 million d'euros) s'expliquent par un financement accru en 2025 de ce programme, plus particulièrement des centres de planning familial et des moyens de lutte contre les violences intrafamiliales.

4.2.4.2 Santé (Mission 23)

Les crédits de cette mission augmentent de 0,9 million d'euros (+1,6 %) en engagement et diminuent de 1,4 million d'euros (-2,4 %) en liquidation.

Au programme 002 *service ambulatoire*, l'augmentation des crédits d'engagement (+0,1 million d'euros) et la diminution des crédits de liquidation (-1,6 million d'euros) interviennent principalement dans les subventions de fonctionnement aux associations privées destinées à renforcer l'accessibilité aux soins pour un public précarisé, la prévention (cancers, maladies chroniques, ...) et la médecine sociale destinée à soutenir un public très vulnérable.

²⁵ Il s'agit du centre bruxellois d'action interculturelle (CBAI), Lire & écrire Bruxelles et du centre régional pour le développement et l'accompagnement de la scolarité et citoyenneté (CREDASC).

4.2.4.3 Formation professionnelle (Mission 26)

Les crédits de cette mission diminuent de 1,0 million d'euros (-1,1 %) en engagement et de 1,2 million d'euros (-1,2 %) en liquidation.

Au programme 002 *classe moyenne*, les augmentations des crédits d'engagement (+0,2 million d'euros) s'expliquent par un financement stable des associations d'enseignement en alternance et plus particulièrement les filières porteuses que sont, entre autres, les métiers techniques et du numérique.

Le programme 003 *Institut bruxellois francophones pour la formation professionnelle*²⁶ enregistre la dotation allouée à l'organisme (63,2 millions d'euros). Celle-ci est sensiblement identique à celle allouée en 2025 (+15 milliers d'euros)²⁷. Cette dotation pourrait s'avérer insuffisante au regard des objectifs présentés par le collège dans sa déclaration de politique communautaire en matière de formation professionnelle, qui peuvent être résumés comme suit :

- former 20.000 chercheurs d'emploi par an ;
- tendre vers un taux de sortie positive de 80 % ;
- atteindre 90 % de taux d'achèvement des formations ;
- répondre aux pénuries sectorielles en Région de Bruxelles-Capitale ;
- développer l'immersion linguistique ;
- soutenir les filières professionnelles par l'intermédiaire des écoles situées sur le site du CERIA.

4.2.4.4 Relations internationales et politique générale (Mission 30)

Par rapport aux crédits provisoires 2025, la variation des crédits d'engagement et de liquidation ne concerne que le programme 001 *politique générale*. Les crédits d'engagement et de liquidation du projet de budget 2026 connaissent une augmentation respective de 13,5 millions d'euros et 13,6 millions d'euros en raison principalement de l'inscription des crédits pour la « Provision accord non-marchand » (+12,9 millions d'euros en engagement et +13,0 millions d'euros en liquidation). À l'instar des exercices précédents, cette provision est amenée à être reventilée en fin d'exercice sur la base des accords du non-marchand²⁸. À ce propos, l'exposé général évoque un protocole d'accord 2026-2029 qui devrait être conclu avec les partenaires sociaux pour préserver la qualité et l'attractivité de l'emploi.

La Cour des comptes rappelle que le recours aux provisions ne permet pas de donner une présentation claire et détaillée des moyens prévus pour la mise en œuvre des politiques publiques et nuit, de ce fait, à la transparence du budget. Afin de respecter le principe de spécialité budgétaire, la Cour recommande, à nouveau, de recourir aux provisions uniquement lorsque la destination des crédits n'est pas suffisamment déterminée au moment du dépôt du projet de budget. Or, l'accord 2021-2024 pour le secteur non marchand des commissions communautaires commune et française et de la Région de Bruxelles-Capitale, dont le protocole a été signé le 23 décembre 2021, a fait l'objet d'une préfiguration budgétaire précise par secteur et par année.

Par ailleurs, les crédits en engagement et liquidation de cette provision sont reventilés en cours d'année vers les allocations de base sectorielles en vue du paiement d'une prime exceptionnelle de fin d'année. L'accord précité précise cependant que ce mécanisme de gratification pourra être mis en œuvre durant une période limitée dans le temps qui prend fin en 2024. L'utilisation de cette provision nécessitera la conclusion d'un nouvel accord avec les partenaires sociaux.

²⁶ Le décret du 28 avril 2016 modifiant le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation a remplacé la dénomination de l'organisme par « Bruxelles Formation ».

²⁷ Voir le chapitre 7 Entité du périmètre de consolidation.

²⁸ Le dernier accord du non-marchand portait sur la période 2021 à 2024.

4.2.4.5 Infrastructures (Mission 31)

Les crédits de cette mission diminuent de 3,7 millions d'euros (-12,2 %) en engagement et augmentent de 1,1 million d'euros (+3,1 %) en liquidation.

Au programme 002 *dépenses de bâtiments*, la diminution des crédits d'engagement (-8,9 millions d'euros) et l'augmentation des crédits de liquidation (+2,7 millions d'euros) s'expliquent par :

- la finalisation en 2024 de plusieurs chantiers majeurs débutés en 2022 et 2023 dont, entre autres, la rénovation des bâtiments sur les sites du CERIA et de l'Institut Herlin, la rénovation des auberges de jeunesse propriétés de la Commission communautaire française et la réhabilitation de certains bâtiments administratifs ;
- par une diminution en 2025 des crédits à la suite du ralentissement des activités lié à la situation du collège en affaires courantes ;
- une reprise progressive en 2026 du rythme normal des chantiers avec une stabilisation des crédits liée à la fin des grands cycles d'investissements.

4.2.4.6 Phare (Mission 32)

Les crédits de cette mission augmentent de 7,4 millions d'euros (+3,6 %) en engagement et de 6,2 millions d'euros (+3,0 %) en liquidation.

Au programme 004 *personnes handicapées*, les augmentations de crédits d'engagement (+7,4 millions d'euros) et de liquidation (+6,2 millions d'euros) s'expliquent, d'une part, par un soutien massif aux services existants via l'indexation des subventions réglementées et, d'autre part, par la modernisation des infrastructures d'accueil et plus particulièrement la mise aux normes de l'ASBL Nos Pilifs.

4.2.5 Évolution de l'encours des engagements

Le projet de décret aboutit à une potentielle diminution de 9,9 millions d'euros de l'encours des engagements, compte tenu de l'écart entre les crédits d'engagement et de liquidation inscrits au projet de budget décretaal 2026.

Tableau 10 – Encours des engagements (en milliers d'euros)

Type de crédit	Projet de budget 2026	Crédits provisoires 2025
Encours au 1^{er} janvier de l'exercice (1)	101.537	109.506
Crédits d'engagement (2)	667.610	647.963
Crédits de liquidation (3)	677.505	655.932
Variation de l'encours (4)=(2)-(3)	-9.895	-7.969
Encours au 31 décembre de l'exercice (5)=(1)+(4)	91.642	101.537

Source : tableau établi par la Cour des comptes

Compte tenu de l'encours existant au 31 décembre 2025 (101,5 millions d'euros), l'encours total des engagements pourrait s'élever à 91,6 millions d'euros au terme de l'année 2026, en cas d'utilisation intégrale des crédits budgétaires.

Chapitre 5

Projet de règlement

5.1 Budget des voies et moyens

5.1.1 Aperçu général

Tableau 11 – Recettes totales (en milliers d'euros)

BVM - Règlement	Projet de budget 2026 (1)	Crédits provisoires 2025 (2)	Variation (1) - (2)	Variation relative
Mission 01 Dotation Région Bruxelles-Capitale	5.584	5.487	97	1,8%
Mission 02 Dotation de la Communauté française	10.101	10.101	0	0,0%
Mission 06 Recettes diverses	427	427	0	0,0%
Total	16.112	16.015	97	0,6%

Sources : tableau établi par la Cour des comptes

La prévision pour la dotation de la Région de Bruxelles-Capitale, destinée au financement des missions ex-provinciales (culture), s'élève à 5,6 millions d'euros, en légère progression (+0,1 million d'euros) par rapport à 2025. Cette variation s'explique par la révision des coefficients d'indexation par la Région de Bruxelles-Capitale et à l'indexation annuelle.

La dotation de la Communauté française, établie d'après la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, s'élève à 10,1 millions d'euros, identique au montant de 2025.

Les recettes diverses sont constituées essentiellement de remboursements de subventions indues (0,2 million d'euros) et de recettes propres (0,2 million d'euros). Les prévisions sont identiques à 2025.

5.2 Budget général des dépenses

5.2.1 Aperçu général

Les crédits d'engagement prévus au projet de règlement 2026 s'élèvent à 24,2 millions d'euros et les crédits de liquidation à 24,3 millions d'euros. Par rapport aux crédits provisoires 2025, ils augmentent respectivement de 0,5 million d'euros (+1,9 %) et de 0,3 million d'euros (+1,4 %).

Tableau 12 – Crédits de dépenses (en milliers d'euros)

Crédit	Projet de budget 2026 (1)	Crédits provisoires 2025 (2)	Variation (1)-(2)	Variation relative
Crédits d'engagement	24.232	23.779	453	1,9%
Crédits de liquidation	24.305	23.980	325	1,4%

Source : tableau établi par la Cour des comptes

5.2.2 Analyse des crédits de dépenses

Tableau 13 – Évolution des crédits par mission (en milliers d'euros)

BGD - Règlement		Projet de budget 2026 (1)		Crédits provisoires 2025 (2)		Variation (1)-(2)		Variation relative	
Mi	Intitulé	CE	CL	CE	CL	CE	CL	CE	CL
10	Administration	2.005	2.005	1.972	1.972	33	33	1,7%	1,7%
11	Jeunesse, Sports, Éducation permanente, Audiovisuel et Enseignement	22.227	22.300	21.807	22.008	420	292	1,9%	1,3%
Total		24.232	24.305	23.779	23.980	453	325	1,9%	1,4%

Source : tableau établi par la Cour des comptes

Les crédits de la mission 11 *Jeunesse, Sports, Éducation permanente, Audiovisuel et Enseignement* augmentent de 0,4 million d'euros (+1,9 %) en engagement et de 0,3 million d'euros (+1,3 %) en liquidation. Ces augmentations s'expliquent, d'une part, par le renforcement de l'accessibilité à la culture pour des publics fragilisés et, d'autre part, par la modernisation et le sous-titrage des productions de l'ASBL BX1.

5.2.3 Évolution de l'encours des engagements

Le projet de règlement pour l'année 2026 aboutit à une potentielle diminution de l'encours des engagements de 73 milliers d'euros, compte tenu de l'écart entre les crédits d'engagement et de liquidation inscrits au projet de budget réglementaire 2026.

Tableau 14 – Encours des engagements (en milliers d'euros)

Type de crédit	Projet de budget 2026	Crédits provisoires 2025
Encours au 1^{er} janvier de l'exercice (1)	3.496	3.697
Crédits d'engagement (2)	24.232	23.779
Crédits de liquidation (3)	24.305	23.980
Variation de l'encours (4)=(2)-(3)	-73	-201
Encours au 31 décembre de l'exercice (5)=(1)+(4)	3.423	3.496

Source : tableau établi par la Cour des comptes

Compte tenu de l'encours existant au 31 décembre 2025 (3,5 millions d'euros), l'encours total des engagements pourrait se fixer à 3,4 millions d'euros au terme de l'année 2026, en cas d'utilisation intégrale des crédits budgétaires.

Chapitre 6

Entités du périmètre de consolidation

6.1 Budget de Bruxelles Formation

Le projet de budget de Bruxelles Formation est présenté à l'équilibre. Les recettes et les dépenses s'élèvent à 96,2 millions d'euros.

6.1.1 Présentation du budget

La Cour des comptes constate que le budget des dépenses de l'organisme est à nouveau présenté en utilisant des crédits non-dissociés, en méconnaissance des dispositions du décret du 24 avril 2014.

6.1.2 Recettes

Par rapport à 2025, les prévisions de recettes augmentent de 1,4 % (+1,4 million d'euros), compte tenu de subsides du Fonds social européen (+2,0 millions d'euros) conjugués à une baisse des subsides de la Région de Bruxelles-Capitale (-0,5 million d'euros).

6.1.3 Dépenses

Les crédits de dépenses augmentent de 1,4 % (+1,4 million d'euros). Cette augmentation s'explique principalement par les charges salariales (2,7 millions d'euros), le préfinancement aux organismes d'insertion socio-professionnelle (+2,0 millions d'euros) et des loyers et charges des bâtiments (0,4 million d'euros). Elle est partiellement compensée par la diminution de diverses dépenses :

- petits entretiens des bâtiments (-0,4 million d'euros) ;
- achats de fournitures diverses (-0,6 million d'euros) ;
- partenariats avec le secteur privé (-0,4 million d'euros) ;
- dépenses d'experts (-0,6 million d'euros) ;
- travaux aux bâtiments (-0,6 million d'euros) ;
- acquisitions de matériel informatique (-0,9 million d'euros).

